QUESTIONNAIRE juin 2012
URBANISME ET LOGEMENT SOCIAL

Commune :

Nombre d'habitants :

Connaissez-vous le pourcentage de logements sociaux par rapport au nombre total de logements sur votre commune ?

Si oui, quel est-il ?

URBANISME

Avez-vous un plan d'occupation des sols (POS) ou un plan local d'urbanisme (PLU) ?

POS PLU Autre document d'urbanisme :

Quelle est la date de validité du document ? :

Envisagez-vous d'y apporter des modifications prochainement ? oui non

Y-a-t-il des emplacements réservés pour réaliser du logement social ? oui non

Le règlement d'urbanisme comprend-il une prescription d'obligation pour réaliser du logement social dans :

Les zones classées U : oui, non

Les zones classées AU : oui non

Si oui, quelles sont les règles proposées ?

Y-a-t-il une définition des catégories de logement social et quelle répartition en % ?

PLUS (prêt locatif à usage social) PLAI (prêt locatif aidé d'intégration)
 PLS (prêt locatif social) Pas de définition des catégories de logement social

Y a -t-il d'autres dispositions prévues dans le document d'urbanisme pour favoriser la construction de logement social sur la commune ?

oui non

Lesquelles ?

Le document d'urbanisme n'a pas de dispositions particulières pour la construction de logement social.

LOGEMENT SOCIAL et OPERATEUR (bailleur) PUBLIC

La commune a-t-elle proposé à un opérateur (bailleur) public ou privé des terrains viabilisés pour édifier un programme de logements sociaux au cours des deux années précédentes ?

- oui non

Surface du terrain proposée ?

Organisme(s) ?

Si non, pouvez-vous nous en indiquer les raisons ?

- Pas de réserve foncière communale
- Coût des acquisitions foncières trop élevé pour le budget communal
- Coût de la viabilité des terrains trop élevé pour le budget communal
- Choix d'investissements différents
- Le document d'urbanisme ne possède pas les surfaces nécessaires
- Il n'y a pas de demande locative suffisante sur la commune
- Il n'y a pas de possibilité d'inscription à un programme financièrement aidé par les services de l'État
- Les habitants de la commune ne sont pas favorables à la construction de logements sociaux
- Nous pensons que la production du logement social est l'affaire exclusive de l'investissement privé
- Autres raisons:

Envisagez-vous de proposer un investissement communal, afin de mettre à la disposition d'un opérateur public, du foncier viabilisé, pour réaliser du logement social dans les deux ans qui viennent ?

- oui

Dans ce cas, quelle surface de terrain approximative pour du logement neuf ?

- oui, du bâti ancien à rénover et/ou à transformer

Dans ce cas, quel nombre de logements envisagés ?

- non

Pouvez-vous nous dire succinctement pourquoi ?